

Comment et pourquoi l'idéologie néolibérale s'est emparée des esprits

Les dogmes néo libéraux ont été très séduisants pour toute une génération d'intellectuels qui était auparavant engagée dans diverses formes de marxisme et de socialisme, mais également pour les hommes d'affaires et les responsables politiques. Ces dogmes venaient annuler les tensions idéologiques fortes, qui avaient caractérisé la pensée économique et politique depuis le milieu du 19ème siècle en Europe, relatives aux causes de la pauvreté, à la nécessité de supprimer l'exploitation de l'homme par l'homme, d'aboutir à une répartition équitable des revenus, de réparer les dégâts causés par la colonisation. Toutes ces grandes querelles idéologiques s'achèvent avec l'effondrement de l'URSS et le triomphe de la culture anglo-saxonne très axée sur les thèses du « doux commerce » de Montesquieu et d'Adam Smith ainsi que celles de Max Weber qui avait idéalisé le système capitaliste et l'avait lié à tort à l'émergence du protestantisme.

Brusquement, tout redevient simple: l'intervention de l'Etat dans l'économie ainsi que le désir d'une société plus juste, voire égalitaire, sont considérés comme la source de tous les totalitarismes (fascistes ou communistes). La stabilité monétaire constitue le bien suprême de l'humanité et il convient désormais que les banques centrales n'aient plus qu'un seul objectif : celui d'assurer la stabilité des prix par un instrument unique, le maniement du taux d'intérêt, seul capable de lutter efficacement contre l'inflation, suivant cette conception plutôt primaire du fonctionnement des économies. Pour cela il faut assurer une indépendance absolue des banques centrales par rapport au pouvoir politique et leur faire échapper à tout type contrôle, qu'il soit technique, financier ou comptable, ou celui des institutions démocratiques. D'où le pouvoir hors norme acquis par les gouverneurs dans le monde entier et le culte de la personnalité dont ils peuvent faire l'objet.

L'esprit humain sans cesse à la recherche de solutions faciles a trouvé son bonheur dans ce credo simpliste qui vient remplacer de façon opportune les recettes marxistes léninistes ou la théorie de l'Etat providence, chère à la sociale démocratie européenne d'après la Seconde Guerre mondiale, très influencée l'économie keynésienne appelant à l'intervention de l'Etat pour éviter les crises économiques et assurer le plein emploi. C'est pourquoi nous avons assisté à la conversion de tellement d'intellectuels marxistes non seulement au néo libéralisme, mais au credo du néo conservatisme politique occidental qui l'accompagne. L'idéologie néolibérale n'est en fait que l'envers des formes aigues d'idéologie marxiste léniniste. A la dictature du prolétariat est substituée celle des marchés, censée à son tour assurer le bonheur de l'humanité.

Enfin, suivant la belle expression de Marie France Perrot, les Nations Unies ont créé une « langue de coton » pour tout ce qui concerne pauvreté. Le coton est doux, il ne pique pas, à la différence des autres langues, celles qui analysent la dureté des réalités économiques et sociales. La pauvreté n'est plus considérée comme résultant d'injustices et d'inégalités, mais comme une donnée normale de la vie des sociétés que l'on peut tenter de soulager ou de réduire, sans même chercher à identifier les causes de ce phénomène. Pauvreté ou changement climatique sont traités avec la même légèreté intellectuelle et les mêmes approches qui ne dérangent pas ceux qui sont responsables de l'aggravation de ces deux phénomènes.

L'usage idéologique des mathématiques et des écoles de gestion des affaires

En outre, le nouveau langage économique a voulu singer celui des sciences dures, dites exactes, en créant un appareil mathématique abstrait pour saisir des réalités beaucoup trop complexes pour être mises en équations. Le monde de l'économie, en effet, n'est pas celui d'un « *homo economicus* » rationnel et impersonnel qui, libre de toute régulation et encadrement, livré à ses seuls désirs, assurerait le bonheur et la prospérité de l'économie. Il n'est pas non plus celui de marchés purs censés s'autoréguler automatiquement, sans besoin du moindre contrôle externe. Ce qu'ont cherché à démontrer de nombreux économistes s'étant vus attribuer des prix Nobel d'économie et qui sont donc devenus très influents, produisant des théories prenant pour axiome la rationalité de cet *homo economicus*, y compris celle du spéculateur financier qui ne ferait que corriger les imperfections du marché et serait donc particulièrement utile au bon fonctionnement des marchés.

Or, bien au contraire, le monde de l'économie et de la finance n'est pas celui de la rationalité pure et parfaite, mais bien celui des passions, des émotions, des luttes pour l'appropriation des richesses, et donc de l'imprévu et de l'imprévisible. Il ne peut donc se mettre en modèle mathématique, sous peine d'arriver aux aberrations qu'ont connues les marchés financiers mis à la merci d'ordres d'achat et de ventes émanant de programmes informatiques, sophistiqués certes, mais ne pouvant en aucun cas se substituer à la réflexion humaine. L'ampleur de la crise financière de 2007-2009 l'a bien montré.

Cette domination de l'abstraction mathématique a légitimé l'approche néolibérale et vidé de son riche contenu l'enseignement de l'économie politique classique. La prédominance de l'outil mathématique est apparu plus « scientifique » et donc plus « neutre » et moins « idéologique » en apparence, que de chercher une distribution équitable des revenus ou, au moins, exiger des règles de comportement éthique dans la recherche du profit. Ou encore d'exiger une présence de l'Etat, représentant les intérêts collectifs de la société, dans le fonctionnement des marchés. Sans valeurs d'éthique économique, la rationalité ne peut que disparaître de la pensée économique qui se réduit alors à quelques

recettes simplistes et à l'usage immodéré de modèles mathématiques. Rationalité et éthique sont liées entre elles. Il convient donc de rétablir leur lien aujourd'hui disparu, ce qui a entraîné une société de gaspillage et d'inefficacité économique et financière.

Par ailleurs, la multiplication des diplômes de « gestion des affaires » par des écoles spécialisées (style HEC) ou à travers le fameux MBA d'origine anglo-saxonne (Master Business Administration) a permis de former de façon homogène une armée de « globalisateurs » économiques croyant dur comme au fer à la nécessité de générer des profits à tout prix, comme seul critère du succès professionnel, et donc d'œuvrer toujours plus pour des marchés sans régulation et contrôle, sur le plan national comme sur le plan international. En parallèle, le nombre d'étudiants en sciences humaines a été drastiquement réduit et les diplômés de ces disciplines ont été le plus souvent réduits à ne plus trouver d'emplois ou à ne trouver que des emplois précaires et mal rémunérés. Le temps est fini où un normalien, spécialiste de lettres ou de philosophie, pouvait entrer dans le monde des affaires puis faire une grande carrière politique, comme cela avait été le cas pour Georges Pompidou.

La financiarisation de l'économie, stade suprême d'un système économique asservi

Ce sont ces évolutions qui ont légitimé la financiarisation de l'économie qui a permis le développement d'une énorme masse de capitaux spéculatifs qui s'est formée grâce à ce que le néolibéralisme a appelé la « dérégulation ». Cette dérégulation s'est déroulée au moment même où les politiques nouvelles du néolibéralisme ont créé un monde de l'incertitude par les grandes mesures américaines, d'abord de décrochage de la valeur du dollar par rapport à l'or (1971), puis de la flottaison générale de la valeur des monnaies entre elles (1976). A partir de là s'est développé le marché des produits financiers dérivés censés atténuer les risques pris dans les transactions de l'économie réelle, mais ces produits ont été transformés en source de profits spéculatifs et n'ont donc fait qu'amplifier les risques, au point de provoquer la crise que les économies des pays anciennement industrialisés traversent, car les économies émergentes ont su résister à ce déchaînement de spéculation, tout en suivant le même modèle de consommation et de production gaspilleur. Les masses financières en circulation dans le monde représentent plusieurs fois la valeur des transactions réelles et créent des risques permanents de déstabilisation des marchés et des économies nationales.

Qu'est-ce que le pouvoir mondialisé et quelles sont ses structures ?

Le pouvoir mondialisé est à la fois très concentré et très diffus. Concentré entre les mains de quelques uns, diffus par sa structure complexe en réseaux diversifiés. Ses composantes principales sont les bureaucraties des grandes

firmes et banques multinationales, celle des Nations Unies et de ses agences spécialisés, des « think thank » américains et européens qui servent ce pouvoir mondialisé, certaines grandes ONG et certaines institutions d'intégration régionale, notamment la Commission Européenne, devenues néolibérales. Enfin au sommet il y'a le G 8 devenu aujourd'hui le G 20 mais dont l'organe principale d'action reste le FMI, lequel est au cœur de l'expansion de l'idéologie néolibérale et de la mise en pratique de ses recettes. Cela représente des centaines de milliers de cols blancs qui ont été formés dans les universités prestigieuses du monde aux disciplines de l'économie ou de la gestion des affaires et donc à cet univers orwellien du néolibéralisme qui rappelle celui de la croyance dans les recettes simples du socialisme scientifique.

Dé-mondialiser ?

Une dé-mondialisation progressive est la clé de la paix future du monde. Il s'agit du nécessaire rétablissement de la cohérence des espaces économiques totalement éclatés et désarticulés par l'effet de la globalisation, ce qui empêche l'existence de l'harmonie sociale et de modes de vie paisibles et stables. Tout ceci entraîne les malaises identitaires et les replis sur des fondamentalismes ethniques ou religieux, terreau des phénomènes terroristes. Il est urgent d'y mettre un terme en montrant le caractère utopique nocif qui est au cœur de l'idéologie de la globalisation néolibérale et qui empêche la société d'être elle-même. Pour se sentir citoyen du monde il faut d'abord être solidement ancré dans son terroir, sa culture et sa civilisation et non pas devenir une espèce de mutant qui a perdu son identité de base sans avoir acquis une autre identité, en dehors d'un très haut niveau de revenu qui vous sépare du reste de la collectivité où vous vivez. Le monde de la globalisation n'est qu'un monde du déracinement, de l'anxiété, de gaspillage économique et de privilèges matériels sans aucun ancrage de légitimation autre qu'une idéologie qui ne manquera pas de s'effondrer également parce qu'elle s'use très vite.